



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine

Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE V

EMERGENCE ET DYNAMIQUE DES MILICES ET GROUPES ARMÉS, ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Introduction

Après avoir explicité la construction progressive de l'arène politique en Centrafrique, il nous paraît important de porter le regard sur les acteurs majeurs des conflits violents qu'on y retrouve, en l'occurrence les milices et groupes armés au sein desquels on compte de nombreux jeunes. Cela est aussi un préalable pour amorcer la question de l'agentivité des jeunes dans cette arène politique.

En effet, il existe plusieurs facteurs explicatifs de la constitution, de la prolifération et la perdurance des milices et groupes armés non étatiques. Les conflits étant spécifiques aux situations changeantes des pays, cela peut aller d'un ras-le-bol d'une population (ou partie d'une population), la lutte pour la reconnaissance des droits ou la résistance à l'oppression, à l'intrusion d'acteurs externes, en passant par la lutte effrénée pour le pouvoir ou la faiblesse/faillite d'un Etat nanti de ressources naturelles (Domergue-Cloarec & Muracciole, dir., 2010 ; Badie & Vidal, dir., 2016). Cela peut aussi être dû à la pauvreté et l'exclusion sociale, combinées à une certaine croissance démographique rapide (Mbonda, 2010), l'ethnicité (Launay, 2004) ou un amalgame de tous ces facteurs (Bado, dir., 2015) qui peuvent être déclencheurs ou amplificateurs. Cependant, sachant que certains de ces facteurs ont des limites telles la faillite de l'Etat (postérieure à une déstructuration), l'ethnicité (certains groupes armés ne sont pas homogènes), l'abondance des ressources naturelles (certains pays riches en ressources naturelles ne connaissent pas de groupes armés), Mba Talla (2012) propose de les considérer plutôt comme des facteurs aggravants ou amplificateurs, et non comme des facteurs déclencheurs (du moins pour le cas de la RDC). Et l'auteur de mettre en avant la militarisation des forces sociales (l'abandon de l'action collective protestataire au profit de la rébellion), l'absence d'une victoire totale sur les groupes armés, et enfin l'institutionnalisation du partage de pouvoir entre belligérants par les institutions internationales comme des véritables causes de la naissance et de la perdurance des groupes rebelles. Cela dit, qu'en est-il de la situation particulière de la Centrafrique après les indépendances ? Qu'est-ce qui explique la naissance, la prolifération et la perdurance des milices armées ou groupes de rébellion dans ce pays ? Ces interrogations nous conduiront à nous interroger sur les formes du politique qui produisent ainsi du factionnalisme armé de manière récurrente comme s'en préoccupait à juste titre Roland Marchal (2009).

Certes, si les jeunes peuvent être individuellement motivés ou forcés à s'impliquer dans la violence armée (*cf. infra* chapitre VI : "Parcours des jeunes impliqués dans les groupes armés en Centrafrique"), ce qui nous intéresse dans le présent chapitre sera le caractère collectif et organisé de la violence qui se déploie dans les milices et groupes armés vus comme des structures (Weinstein, 2007). Cela permet de rendre intelligible la motivation ou l'engouement des jeunes à intégrer ou pas ces groupes, mais aussi et surtout l'intérêt qu'ont ces groupes armés à enrôler les jeunes. Mais au-delà, c'est toute la question de la multiplicité des acteurs/entrepreneurs de violence, des enjeux de leurs confrontations dans l'arène politique centrafricaine qui sera approfondie, avec une contribution supplémentaire quant aux conditions d'apparition des milices et groupes armés, de leur fusion et/ou de leur éclatement en une kyrielle de (sous-) groupes armés. Ce chapitre se veut donc une approche compréhensive des trajectoires des rébellions armées, et ambitionne de combler le manque de connaissances sur les conflits avec un accent particulier sur la dynamique des milices et groupes armés en Centrafrique depuis les années 1980 à nos jours.

I. EMERGENCE DES GROUPES ARMÉS EN CENTRAFRIQUE : LE CAS DES *CODO-MBAKARA*⁸⁸ DANS LES ANNÉES 1980

I.1- Naissance des *Codo-Mbakara* comme résultat de la violence au sommet de l'Etat

Comme nous l'avons vu, l'histoire de la Centrafrique post-indépendante, inscrite dans une continuité avec l'époque précoloniale et coloniale, reste mouvementée et rythmée de crises militaro-politiques. Cependant, en ce qui concerne les groupes armés, avant les années 1980, les révoltes et coups d'Etat réussis ou manqués⁸⁹ ont pris des proportions plus ou moins grandes sans déboucher véritablement sur la constitution de groupes organisés de rébellion armée de longue durée. En revanche, la toute première rébellion⁹⁰ ayant marqué les esprits est celle qui

⁸⁸*Codo-Mbakara* est une combinaison de deux termes issus de deux langues différentes: *Codo* est le diminutif français de *Commando* et *Mbakara* (en langue vernaculaire locale Tali ou Talé) est le nom d'un serpent venimeux (l'*Echis ocellatus*) de la région de Paoua, serpent contre lequel les membres de ce groupe armé seraient immunisés à la suite des pratiques rituelles : en particulier la consommation d'une partie spécifique des entrailles (légèrement cuites) de chèvre. D'après les croyances locales, la chèvre ne mourrait jamais des morsures de ce serpent (interview d'un chef de groupe de Paoua, mars 2017).

⁸⁹ Entre autres, nous pouvons citer le coup d'Etat de Jean Bédé Bokassa contre Davaid Dacko fin décembre 1965; la révolte des élèves et étudiants réprimée dans le sang par l'Empereur Bokasa en 1979, année de son départ forcé du pouvoir organisé par les Français de l'Opération *Barracuda*.

⁹⁰ Dans un rapport spécial sur les armes légères en Centrafrique, Eric Berman (2006) indique qu'un groupe (armé), le Mouvement centrafricain de libération nationale (MCLN), a été créé en 1979 et a initialement reçu une formation et des équipements en-dehors de la RCA. Il a été rapidement neutralisé après une attaque à Bangui en 1981, ajoute l'auteur du rapport. Le même rapport indique que le président Patassé et ses partisans s'étaient aussi

est apparue quasiment à la frontière avec le Tchad dans la région de Paoua suite à un coup d'Etat manqué en mars 1982 contre le régime putchiste du général d'armée André Kolingba. Les auteurs de ce coup d'Etat manqué n'étaient autres que les acteurs connus de la scène politique centrafricaine comme Ange Félix Patassé, François Bozizé Yangouvonda et Alphonse Mbaïkoua⁹¹ (Saulnier, 1997 : 113). Patassé et Bozizé ayant opté pour l'exil (respectivement au Togo et au Bénin) par crainte des représailles, on a assisté à la création d'un groupe rebelle dirigé sur le théâtre des opérations par Mbaïkoua⁹² et dénommé *Codo-Mbakara*. Ce groupe entreprit alors de s'opposer au régime du général André Kolingba. Téné-Koyzoa (2007 :197) parle de batailles sanglantes entre les forces armées centrafricaines (FACA) et les rebelles sous le commandement du général Mbaïkoua dans les régions du Nord du pays.

L'histoire de ce groupe armé étant très peu documentée, nous avons eu recours aux récits de certains notables de la région de Paoua pour comprendre l'évolution de ce groupe rebelle. Voici ce qu'un notable de la ville de Paoua nous relate sur l'histoire des *Codo-Mbakara* :

Codo [-MBakara] est la résultante du coup d'Etat manqué de Bozizé, Mbaïkoua et Patassé contre Kolingba en 1981 [1982]. Quand les gens ont fui, Patassé est parti [en exil] et Mbaïkoua est revenu au village et a pris des hommes avec lui, et ils ont démarré un embryon de rébellion. Mais ils ont ouvert une base arrière au Tchad⁹³, c'est à dire dans le secteur de Goré. Après leur formation, comme Mbaïkoua est un vrai militaire, il a passé le temps à donner des formations à ceux qui l'ont suivi. Après quelques mois, ils sont revenus et ont pris base dans tout le secteur de Paoua-Nord dans les trois communes Kaba. Là, ils ont démarré à faire des attaques spontanées. Surtout, ils ciblent les véhicules militaires (FACA), et ils attaquent parfois les responsables politico-administratifs. C'est ce qu'ils ont fait jusqu'à ce qu'il y ait accord entre eux et le gouvernement, je crois avec l'aide de deux députés : un député de Paoua [Ouham-Pendé], Djim Maïtart, et un député de Markounda [Ouham] en la personne de Rekian⁹⁴. Ce sont eux qui ont fait la médiation entre cette rébellion et le gouvernement central. Donc, ils ont réussi à apaiser. Cette fois-ci, on ne pouvait plus parler de *Codo* et beaucoup d'entre eux ont intégré même l'armée nationale

armés après l'échec de ce dernier aux élections présidentielles de 1981 (note 6, p. 64), alors que jusqu'en 1982, les armes légères étaient très peu répandues dans le pays (p. 60).

⁹¹ Pour Téné-Koyzoa (2007:197), les généraux Bozizé et Mbaïkoua, tous deux membres du Comité militaire de redressement national (CMRN) qui a pris le pouvoir en septembre 1981 sous l'impulsion de Kolingba, auraient agi pour le compte du très populaire Ange Félix Patassé.

⁹² Sans nommé explicitement les *Codo-Mbakara*, Dangabo Moussa (2014: 64) avance que Patassé et Bozizé resteront longtemps en exil tout en dirigeant une rébellion armée en Centrafrique.

⁹³ Chauvin et Seignobos (2013) ont fait référence à des liens entre les *Codo* de Centrafrique et ceux du Tchad : « *Codo* : vient de « commando ». Au début des années 1980, les « codos mbakara » de Centrafrique s'étaient alliés aux « codos verts » du Logone et aux « codos rouges » du Moyen-Chari (Tchad) ».

⁹⁴ Ne disposant pas d'informations sur la date exacte de la fin de cette rébellion, nous précisons toutefois que les députés Maïtart Djim Arem et Rekian Fabien font partie de la législature de 1987 à 1992 (Aziagbia, 2009: 290); ce qui laisse supposer la fin de cette rébellion et l'intégration de ses membres dans les forces de l'ordre durant cette période.

(entretien avec un notable de Paoua, ancien staff du programme de démobilisation des ex combattants de l'APRD, Paoua, oct. 2016).

Ce témoignage ne s'écarte pas du récit d'un autre notable de la ville de Paoua où cette rébellion sévissait après sa création. Témoin vivant de cette époque, il nous relate les faits de la façon suivante tout en soulignant le lien avec les jeunes :

A l'époque des *Codo*, j'avais déjà grandi et j'avais les yeux ouverts. J'étais marié et j'avais des enfants. Les choses ont commencé à Bangui là-bas. À l'origine, un coup d'Etat manqué. Le problème s'est soulevé lorsque celui qui fomentait le coup de force a échoué. Il était donc poursuivi par le président en place. C'est ainsi qu'il a pris fuite et est venu ici enrôler un certain nombre de gens. Ils sont entrés en brousse et se sont donné le nom de *Codo-Mbakara*. [...] A cette époque, certains jeunes qu'ils ont appelés pour les rejoindre ont refusé. En revanche, d'autres ont accepté et se sont joints à eux. Ils ont longuement manœuvré jusqu'à ce qu'ils aient fait face à des problèmes financiers. C'est ainsi qu'ils sont allés à Pendé⁹⁵ et ont cambriolé une usine de coton. De là, ils sont repartis, ont commencé à s'entretuer et sont divisés à un moment donné. Ils ont voulu se réconcilier avec le gouvernement. Donc certains ont été incorporés dans le corps de la Garde [républicaine] où ils sont restés jusqu'à ce jour. En revanche, d'autres sont décédés. Le gouvernement de l'époque a jugé mieux de ne pas les incorporer dans les FACA qui sont sur les théâtres des opérations militaires. Ils sont intégrés dans le corps de la Garde [pour rester sous surveillance à Bangui] (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

D'après Dangabo Moussa (2014: 64), Alphonse Mbaïkoua a été le seul [leader] à être ratrapé et tué, mais "dans des circonstances non élucidées" selon Téné-Koyzoa (*ibid.*) qui ajoute que certains villages proches de Markounda et de Paoua, supposés abrités les maquisards auraient été brûlés par l'armée. Et Dangabo Moussa (*ibid.*) de préciser qu'un officier supérieur de l'armée centrafricaine nommé Bodo était à la tête d'une équipe qui aurait reçu mission d'en découdre avec ce foyer de tension qui se trouve au Nord. On apprendra plus tard que « certains villages (...) supposés abrités des maquisards auraient été brûlés par l'armée » de Kolingba ».

L'histoire de l'apparition de ce groupe armé, présente un certain nombre d'éléments à retenir. On a un facteur déclencheur : un probable mécontentement au sein du Comité militaire de redressement national (CMRN) qui amena Bozizé, Patassé, et Mbaïkoua à fomenter un putsch manqué, et la répression qui s'en est suivie. Cependant, à la différence des autres putschs qui l'ont précédé, ce coup d'Etat manqué a engendré la création d'un groupe armé opposé au pouvoir central. En effet, par le passé, Bokassa (lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'Etat) a fait face à des tentatives répétées de coups d'Etat (Tenaille, 1980). Cependant, on peut comprendre que la méthode forte qu'il employait - assassinats systématiques des opposants et

⁹⁵ Un village de la sous-préfecture de Paoua.

conspirateurs - ne pouvait que dissuader toute entreprise de constitution d'un groupe rebelle. On pourrait en déduire que la résistance armée s'est développée suite à la fuite des leaders de ce putsch manqué qui ont décidé de riposter aux représailles du pouvoir en place et continuer la lutte à partir d'une zone éloignée et hors du contrôle du pouvoir central (facteur amplificateur). Toutefois, après l'extradition de Bozizé à Bangui en 1989, Kolingba lui fera connaître l'enfer en prison au point qu'il échappera de peu à la mort avant d'être acquitté par la Haute Cour de Bangui en 1991 (Aziagbia, 2009). La violence était ainsi un élément central des relations entre acteurs du jeu politique au sommet de l'Etat.

I.2- Eléments de compréhension des groupes armés à travers la trajectoire des Codo-Mbakara

Tout en considérant cet élément violence au sommet de l'Etat, un autre enseignement à retenir dans cette histoire est relatif à l'incorporation des jeunes au sein des Codo-Mbakara. Dans le second témoignage qui est celui d'un témoin vivant de l'histoire des *Codos*, on note qu'à l'époque, certains jeunes ont volontairement intégré ce groupe rebelle, alors que d'autres se sont abstenus ; d'où notre postulat d'une jeunesse non homogène, mais d'une jeunesse plurielle. En revanche, cela démontre que la force des jeunes reste utile pour la survie d'un groupe armé et sa pérennisation. Et notre informateur de préciser quant à l'enrôlement des jeunes que : « Certains qui n'ont rien à faire, s'y engageaient volontairement. Par contre, d'autres qui sont jugés musculeux et robustes sont enrôlés de force dans un premier temps pour les aider à transporter leurs charges ; puis ils les forment pour qu'ils les aident dans leur lutte » (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Aujourd'hui encore, il est bien connu que ce sont les jeunes, cette « main-d'œuvre bon marché », « facilement mobilisable par des entrepreneurs politico-militaires locaux ou transnationaux » (Debos, 2013 : 97, 109) qui constituent le fer de lance de ces rébellions. Sans cette ressource humaine qui en constitue la principale force vitale et opérationnelle, ces groupes ne subsisteront pas pour longtemps. Ce qui confirme l'importance d'aborder la question des conflits violents en Centrafrique en lien avec les jeunes: s'ils sont mal encadrés et laissés pour compte, les jeunes seront séduits et se laisseront ou seront enrôlés dans les groupes armés (hormis les cas d'enrôlement forcés). Cela étant déjà le cas dans le passé, l'actualité n'est pas surprenante dans un contexte où l'effectif de la population jeune ne cesse de croître en parallèle avec le chômage et la déstructuration de la société centrafricaine.

A ces éléments d'apprentissage, s'ajoute l'aspect financier. En effet, tous les groupes armés, quels qu'ils soient, naissent, grandissent et fonctionnent grâce à des ressources : ressources humaines en termes de bras armés (voire des soutiens communautaires), et ressources financières. Sans ressources financières, les groupes armés auront du mal à survivre. Ainsi, ne reposant pas sur l'exploitation des ressources naturelles ancrée dans une économie de prédation, les Codo-Mbakara sont allés cambrioler une usine de coton à Péné pour se faire une santé financière afin de survivre. Cependant, en cristallisent des intérêts, les ressources financières sont aussi sources de division au sein des groupes armés. C'est ainsi que les dissensions (pour le partage des gains du cambriolage) n'ont pas tardé à affaiblir les Codo-Mbakara qui ont fini par accepter les discussions avec le gouvernement central.

C'est dire que la cohésion (même relative) au sein du groupe, la disponibilité des ressources humaines et financières restent fondamentales. En l'absence de ces éléments, un groupe armé s'affaibli et disparaît ou est dominé par l'adversaire. La coalition *Séléka* l'aurait bien compris au point de fusionner les différents groupes armés du nord et du nord-est, d'accepter l'appui de nombreux jeunes désœuvrés et des mercenaires étrangers (Tchad, Soudan) et des appuis financiers divers (Gomina Pampali, 2017 : 95).

A propos de la violence, il faut dire que les rangs des *Codo-Mbakara* n'étant pas gonflés par des bandits et mercenaires étrangers, il n'y a pas eu de violences extrêmes à l'endroit de la population civile. Notre interlocuteur précédemment cité l'a si bien relevé lorsque nous lui avions posé la question sur l'époque qui l'a le plus marqué parmi toutes les crises qu'il a vécues depuis l'indépendance à nos jours :

Très bien ! Ce que j'ai de mauvais comme souvenir, c'est l'époque des *Séléka*. Cela a trop duré et il y a aussi trop de souffrances. Tout est bloqué : les routes, les activités champêtres, l'élevage, etc. tout est bloqué ! Mais à l'époque des *Codo*, tu trouves tout : les bœufs de traie, les produits de l'agriculture qu'on évacue en grande quantité à Bangui, parce qu'on ne menaçait pas les agriculteurs... (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Apparu avant la fin de la guerre froide, le cas des *Codo-Mbakara*, en dépit de ses connexions avec les *Codos* du Tchad, peut être qualifié de conflit asymétrique interne, à la différence des autres conflits armés survenus après les années 1990 et qui font perdre toute signification à la notion de conflit interne aux Etats au regard de l'implication des complexes réseaux internationaux, d'acteurs transnationaux, des Etats ou puissances étrangères. C'est également une période où les coups d'Etats vont survenir à la suite des rébellions meurtrières, ce qui constitue une rupture avec les situations antérieures en terre centrafricaine. La rébellion aurait

donc acquis d'autres importances que la prise du pouvoir de l'Etat. Par contre, il subsiste un invariant : la mobilisation constante des jeunes comme bras armés.

Pour compléter ce tableau, abordons ci-dessous une autre étude de cas, celui d'un groupe armé qui a pris forme toujours dans la région de Paoua, l'Alliance populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) dont la fin a été actée, mais dont la cellule dormante donnera naissance à un autre groupe armé, la Révolution et Justice (RJ).

II. EMERGENCE DES GROUPES ARMÉS EN CENTRAFRIQUE : DE L'APRD (2005-2012) A LA REVOLUTION ET JUSTICE (2013-...), UNE STRATEGIE DE DEFENSE COMMUNAUTAIRE

De nos deux zones de recherche Bangui et Paoua, cette dernière semble offrir davantage de possibilités pour comprendre la naissance des groupes armés en Centrafrique. Sans doute à cause de son éloignement de la capitale Bangui, ce qui en fait une des régions les moins contrôlées par l'administration centrale concentrée à Bangui (cas classique d'un Etat failli). Toutefois, la récurrence des groupes armés dans cette région qui partage pourtant les mêmes conditions d'éloignement de la capitale avec d'autres, interpelle et invite à une réflexion plus profonde (proximité avec le sud instable du Tchad, porosité de la frontière, tradition de défense communautaire, etc.). Ainsi, dans cette tentative d'appréhender l'émergence des groupes armés en Centrafrique, nous tâcherons dans ce qui va suivre, d'en explorer les conditions à travers une autre étude de cas : l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), un groupe de rébellion à partir duquel est né la Révolution et Justice (RJ). Quels sont les éléments de compréhension qu'on peut en tirer pour étayer la dynamique des groupes armés dans le pays ?

Dans une interview que nous avions réalisée avec un notable (déjà cité) de la ville de Paoua, celui-ci en répondant à la toute première question qui lui est adressée sur l'historique des rébellions dans cette région, a mis en exergue cette affirmation qui est d'ailleurs sa toute première phrase : « Il y a une grande différence entre *Codo* et l'APRD. APRD et RJ sont les mêmes personnalités. La RJ est sortie des cendres de l'APRD ; sauf que la tête a changé, mais la base reste la même. » (Interview d'un notable de Paoua, ancien staff d'un projet de démobilisation des ex combattants de l'APRD, Paoua, octobre 2016).

Nous venons de parler des *Codo* (ou Codo-Mbakara) et des conditions de leur apparition que cet informateur nous a aussi expliqué. Nous allons donc nous pencher cette fois sur l'APRD et la RJ. Cependant, pour bien appréhender le lien entre les deux – puisque ce sont les « mêmes personnalités » - il est nécessaire d'aborder préalablement le cas de l'APRD afin de comprendre

cette dynamique qui a conduit à l'émergence de la Révolution et Justice (RJ) des cendres de l'APRD.

II.1-De l'apparition de l'Armée populaire pour la Restauration de la Démocratie (2005-2012)

L'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) est un groupe armé apparu suite au coup d'Etat réussi de François Bozizé contre Ange Félix Patassé en mars 2003. Après le renversement du régime de Patassé par son ex-Chef d'État-major François Bozizé, les proches de ce régime déchu (dont les éléments de la garde présidentielle et les milices de Patassé) se sont dispersés, les uns en exil (comme Patassé lui-même au Togo) et les autres dans les arrière-pays. Patassé étant originaire de la sous-préfecture de Paoua, certains de ses proches persécutés, n'ayant pas accepté son exclusion de l'élection présidentielle organisée en mars 2005 par Bozizé pour légitimer son pouvoir, ont lancé une rébellion dans la région de Paoua pour s'opposer au régime putschiste en place. Wafio Bertin, conseiller économique et politique de l'APRD et commandant de zone pour l'axe Paoua-Boguila, a expliqué de la manière suivante son adhésion à l'APRD à Human Rights Watch :

J'ai rejoint l'APRD au début, en avril 2005. L'APRD a été formée après l'élection de Bozizé, parce que les élections étaient truquées. Certains d'entre nous qui avons formé l'APRD faisions partie de la Garde présidentielle de Patassé. Tous ceux qui entouraient Patassé ont été persécutés [...] (HRW, sept. 2007).

C'est ainsi que naquit l'APRD dont le nom décrit même les ambitions de ce groupe armé : restaurer la démocratie incarnée par Patassé dont le mandat a été violemment écourté. Or, Selon Bertin Wafio, l'APRD a vu le jour en réaction à l'exclusion de Patassé des élections truquées de 2005, et que le but principal de l'APRD est de rétablir la paix et la sécurité dans le nord. Wafio a démenti que l'APRD cherche à renverser le gouvernement du Président Bozizé, déclarant en revanche qu'il recherchait simplement le dialogue politique en vue de résoudre les problèmes de sécurité et les différends politiques dans le nord-ouest (HRW, *ibid.*). Dans la même veine, un jeune leader de Paoua affirme que c'est le ras-le-bol de la jeunesse locale face aux exactions des militaires de Bozizé qui a fini par faire naître la rébellion APRD avec comme objectif la défense communautaire et non la prise du pouvoir de l'Etat. Il explique :

A la prise de pouvoir du Président Bozizé, c'est l'émergence de l'ethnie Gbaya. Auparavant, les Gbaya nous appelaient des cousins. Mais lorsqu'il [Bozizé qui appartient à l'ethnie Gbaya] a réussi à chasser Patassé du pouvoir, sachant que la ville natale de Patassé est Paoua, il a visé Paoua comme le numéro un de ses ennemis. Même les militaires passent et pour rien du tout, ils brûlent les maisons aux abords des routes et tuent les gens sans aucune forme de procès sur les trois sorties de la ville vers Béboura, Bémal

ou Bétoko. Ils tuent les gens comme s'ils tiraient sur des oiseaux. C'est à cause de cela que l'esprit de rébellion est venu habiter les jeunes d'ici ; car c'est le fief de Patassé comme c'est le fief du MLPC⁹⁶. Donc les *bérrets verts* [garde présidentielle] de Bozizé - pas les rebelles - brûlent les maisons et assassinent les gens. Parce que Paoua est la ville de la mère de Patassé. A cette époque, si tu écoutes les gens crier : "Ngaïkossé⁹⁷ arrive !", il faut que tout le monde disparaisse, parce que c'est lui le sanguinaire de Paoua. C'est Ngaïkossé le tueur d'ici. Cette histoire a beaucoup marqué les jeunes.

A un moment donné, tellement les incendies des maisons et bien d'autres faits ont exacerbé la population... [...] Un homme ne peut pas toujours fuir devant un autre homme continuellement et être aussi victime de façon continue alors que nous sommes tous des Centrafricains sur notre territoire ! C'est de cette manière qu'à un dernier moment, les jeunes ont décidé de prendre les armes et de défendre leurs villages, mais pas pour prendre le pouvoir. C'est ainsi qu'apparaît l'APRD (Entretien avec le Président du Conseil de la jeunesse de Paoua, octobre 2016).

Ici, on voit que le groupe s'est consolidé et s'est généralisé à mesure que la violence des forces nationales (principalement la Garde présidentielle) s'est accrue à l'encontre de la population civile taxée de connivence avec les rebelles. C'est ainsi que les rangs de ce groupe armé seront gonflés par les jeunes des villages alentours et le mouvement va prendre de l'ampleur jusqu'à s'étendre dans toutes les parties nord et nord-ouest de la Centrafrique (Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Grébizi) (Chauvin, 2014 ; Sophie Escoffier *et al.*, 2014). Pour Chauvin et Seignobos (2013), le noyau rebelle se compose d'ex-militaires centrafricains, de miliciens levés par Patassé lors des mutineries (milices *karako*, *balawa* et *sarawi*), et des membres de la Société centrafricaine de protection et de surveillance (SCPS), une entreprise chargée de la sécurité du président à la fin des années 1990.

Arrêtons-nous ici un instant. Un peu plus en haut, nous avons vu que le groupe armé Codo-Mbakara a vu le jour suite à un coup d'Etat maqué et les auteurs de ce putsch cherchaient à se protéger et à riposter face au pouvoir en place, bien que la prise du pouvoir de l'Etat n'était pas exclue. Cette fois, il s'agit d'un putsch réussi dont les vainqueurs auraient pris la région du président évincé pour cible (afin d'étouffer toute volonté de reconquête du pouvoir). Les exactions à l'encontre des proches de Patassé, de la population civile et la résolution des

⁹⁶Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain, parti politique du President Patassé. Après les élections de 2005, sur trois Députés élus à Paoua, les trois étaient du MLPC (Monographie de la préfecture de l'Ouham-Pendé, 2007 :12).

⁹⁷Le capitaine Ngaïkosset Eugène (lieutenant à l'époque) surnommé « le boucher de Paoua » par les médias, est issu des Forces armées centrafricaines (FACA). Etant un proche du président Bozizé, il était à la tête des détachements de la garde présidentielle basée à Bossangoa qui est connue pour les exactions menées en toute impunité sur la population civile dans la région de Paoua (et dans le nord-ouest et nord-est) durant la rébellion de l'APRD (voir aussi à ce propos Saulet Surungba, 2019: 39).

problèmes sécuritaires et des désaccords politiques seraient-elles à l'origine de cette résistance armée comme le laisse entendre ce leader de la jeunesse et Wafio, alors que la dénomination même de ce groupe exprime clairement son objectif "restaurer la démocratie" ? Toutefois, il reste que le ras-le-bol de la population locale opprimée, et l'insécurité grandissante entretenue par les Zaraguinas et même les FACA ont entraîné la constitution des unités d'autodéfense villageoise, futurs éléments supplétifs de l'APRD (HRW, *idem*). Chauvin et Seignobos (2013 :127) ont même relevé la participation de quelques éléments Codo-Mbakara : « Quelques "codos", anciens rebelles "sudistes" tchadiens et "nordistes" centrafricains, comme le général Doumro, sont également intégrés à l'APRD pour transférer leur expérience de la guérilla. » L'APRD bénéficiait donc des héritages des Codo-Mbakara, ce qui traduit un continuum entre *Codo*, APRD, et plus tard la RJ. Les proches de Patassé (anciens membres de la garde présidentielle, anciens miliciens *Kârâkô* et *Bâlâouâ*) et les jeunes décrivent leurs actions comme une "défense" contre l'oppression ; ce qui va conduire bien évidemment à la violence. On est en face de deux facteurs qui se combinent : la mise en place des milices, supplétives des forces étatiques, les FACA auxquelles le pourvoir manque de confiance, et le sentiment d'abandon d'une communauté éloigné du centre du pouvoir cible des forces régulières. Il en ressort que la violence constitue encore l'une des principales modalités de connexion entre les périphéries et le centre politique qu'est Bangui. Comme le dit Calvin Minfegue (2022), la violence joue encore le même rôle qu'à l'époque coloniale où elle permit de concstruire une emprise, à la fois arbitraire et rugeuse, sur les sujets coloniaux : oppression, incendie de villages, exacutions arbitraires et expéditions punitive, etc.

Pour ce qui est de l'armature et du fonctionnement de l'APRD, un notable de Paoua déjà cité nous résume la situation de cette façon :

Donc, les patassistes⁹⁸ se sont organisés et se sont retrouvés (peut-être) aux alentours de Kabo d'abord ; parce qu'ils n'ont pas démarré ici [à Paoua], mais ils ont démarré à Kabo avant de s'étendre jusqu'ici. Donc à leur arrivée, ils appellent ça général/colonel, (...), mais on l'appelait Doumro. C'est lui qui dirigeait. Au fur et à mesure que les choses évoluent, ils n'ont pas de source de financement, mais c'est par rapport à ce qu'ils font sur la route sur la population civile...Petit à petit, au lieu de s'occuper du volet militaire seulement, ils ont créé une petite république dans les trois communes dont je parlais. Donc ils installent les administrateurs, quoi. Et au fur et à mesure, ils s'étendent... ils ont même atteint Paoua sud. Donc ce sont eux qui ont nommé... ils ont destitué les Maires centraux nommés par le Gouvernement central de Bozizé et ils ont installé les leurs. Plus ils traînent, plus le gouvernement gagne du terrain.

⁹⁸Alors que selon notre interlocuteur Patassé ne voulait pas d'une rébellion, cela ne semble pas être l'avis de Chauvin et Seignobos, (2013 :127) pour qui, « Ange-Félix Patassé, alors exilé au Togo, charge l'ancien maire de Beboua de former l'APRD. »

Alors, qu'est-ce qu'il faut faire ?, il faut trouver quand même quelqu'un qui coordonne. Et c'est comme ça que, à travers négociations, Démafouth a accepté de les parrainer. Et c'est comme ça que Démafouth est devenu le président de l'APRD. Mais en réalité, ils font ce qu'ils veulent sans rendre compte à Démafouth. Et donc, avec l'histoire du DDR de la RCA, il y a Démafouth, il y a le Colonel Wafio et..., avant même que Wafio et Démafouth, prennent vraiment l'autorité sur l'APRD, il y avait également Djimwoeï⁹⁹. (Interview d'un notable de Paoua, ancien staff d'un projet de démobilisation des ex combattants de l'APRD, Paoua, oct. 2016).

Ajoutons que le manque de contrôle du territoire national qui faisait proliférer les *Zaraguinas*, encourage les acteurs de ce groupe rebelle dont les offensives anti-*zaraguinas* étaient préférées par les communautés aux arrivées tardives des FACA. On a même observé un net recul des attaques des *Zaraguinas* face à la force de frappe de l'APRD (voir aussi à ce propos Chauvin, 2011 ; Chauvin et Seignobos, 2013). Cependant, il est à noter que l'APRD n'a pas seulement été une force de défense communautaire. Ce groupe rebelle s'est aussi illustré par de nombreux pillages des biens de la population, des enlèvements contre rançons, les taxations routières, et surtout l'enrôlement des enfants-soldats en sus des jeunes combattants déjà actifs (HRW, *idem*).

Enfin, mis à part les attaques des forces de sécurité intérieure centrafricaine mais aussi des forces extérieures (notamment les expéditions tchadiennes de Boguila et Vami en 2006) (HRW, *ibid.*), la signature à Libreville (Gabon) d'un *Accord de cesser le feu et de paix* (mai 2008) a été l'événement majeur qui a signé le démentiellement de ce groupe armé qui renaitra plus tard sous une autre forme. En revanche, les dissensions apparues au sein de l'APRD, notamment les questions de nationalité entre les leaders, et surtout la gestion des fonds alloués pour le DDR ont eu comme conséquence la non restitution totale des armes de guerre... Ce qui explique l'émergence du groupe Révolution et Justice en 2013 comme nous l'explique un notable de la ville de Paoua de la manière suivante :

En ce qui concerne les échecs dans les programmes de désarmement, à l'époque de l'APRD, on avait remis à chaque combattant 11 930 Fcfa [environ 18 euros], une natte et une lampe¹⁰⁰. Organisés en groupement, certains ont bénéficié des semences et boutures de manioc. Mais les promesses

⁹⁹ Djimwoeï Bébiti Laurent sera plus tard l'un des chefs du groupe rebelle RJ aile Bélanga. Il sera plus tard le représentant dudit groupe à la création de la Coalition des patriotes pour le Changement du général François Bozizé en décembre 2020 (Déclaration de Kamba-Kotta, décembre 2020), alors que l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPRCA, février 2019) a été signé par Mme Esther Audrienne Guétel-Moïba.

¹⁰⁰ D'autres personnes interviewées parlent de 75 000 Fcfa voire 100 000 Fcfa par personne en plus de la natte et de la lampe. En 2016, nous avons même rencontré à Paoua un jeune bénéficiaire dudit programme DDR qui nous avoué n'avoir jamais été un ex-combattant, mais qu'il s'était présenté avec une arme de chasse de fabrication artisanale pour bénéficier de l'aide, alors que les "vrais bénéficiaires" ex-combattants réchignaient à se présenter insinuant que le DDR est un prétexte visant à les répertorier à des fins inavouées.

supplémentaires qui ont été faites sont restées lettres mortes: les bœufs de traie qu'on leur a promis pour les cultures attelées ne leur ont pas été donnés. (...) Je pense que globalement, si les armes sont encore sorties aujourd'hui, c'est parce que le désarmement à l'époque de l'APRD était mal fait. Conséquence, nous avons aujourd'hui le groupe RJ. (Entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Selon Saulet Surungba (2019: 31), Bozizé avait lui-même constaté cet échec lors d'une tournée dans l'Ouham-Pendé et à Kaga-Bandoro. International Crisis Group (2015) mentionne qu'une analyse rétrospective du DDR de l'APRD en 2012 met en évidence le faible nombre d'armes récupérées (150 armes de guerre pour 6 000 combattants affichés), le faible nombre de miliciens intégrés dans l'armée (une cinquantaine) et l'absence de réinsertion dans la vie économique. C'est dire que suite à ce désarmement non réussi, les armes sont restées entre les mains de certains éléments de l'APRD qui était donc devenue une cellule dormante bien que le groupe fut dissout en 2012 (Chauvin et Seignobos, 2013 ; Tamekamta Zozime, 2013) et transformée en parti politique par son leader Jean Jacques Démafouth sous l'appellation de "Nouvelle Alliance pour le Progrès" (NAP). Il reste que la récurrence des situations d'insécurité dans la région ne pouvait qu'encourager à de telles réserves de la part des combattants...



II.2- De la naissance de la Révolution et Justice sur les cendres de l'APRD (2013-...)

Comme on peut le deviner, la question à laquelle nous allons répondre ici est de savoir comment le groupe armé Révolution et Justice est-il né de l'APRD comme le laissent entendre nos informateurs ? Quelles dynamiques ont conduit à cet état de fait ? L'un de nos informateurs explique :

...Parce que la Séléka faisait des exactions; et donc, un jour, Bélanga qui était un des chefs de l'APRD, il dit : “mais nous sommes là, nous avons aussi fait la rébellion par le passé, on connaît utiliser les armes automatiques. Maintenant que la *Séléka* est arrivée, ils commettent beaucoup d'exactions. Si on croise les bras, notre pays va certainement à la dérive. Donc il faut réagir.” Et ils étaient au nombre de cinq dont quatre chefs qui n'avaient pas voulu l'incorporation dans l'armée¹⁰¹ [à l'époque du désarmement de l'APRD] (Interview d'un cadre de la Révolution et Justice, Paoua, mars 2017).

Il en ressort que ces leaders n'avaient pas rendu leurs armes lors du désarmement, alors que d'autres l'ont volontairement¹⁰² fait. Ce sont donc ces armes non rendues par certains leaders de l'APRD qui ont refait surface suite à des exactions commises par la Séléka sur la population civile. En l'absence d'un Etat pourvoyeur de la sécurité, la volonté de se défendre face à l'oppression a conduit à la naissance d'un nouveau groupe armé : la Révolution et Justice¹⁰³. Quant à la question de savoir pourquoi cette nouvelle dénomination « Révolution et Justice » alors qu'il s'agit clairement d'une réactivation de la cellule dormante de l'APRD, un cadre dudit groupe nous explique :

Parce que l'APRD avait été “désarmée” via un programme DDR. Nous étions à la phase de la réintégration quand le pays a encore basculé. Donc il fallait prendre un autre nom pour justifier leurs actions. Car ils ne pouvaient plus utiliser le nom de l'APRD parce qu'ils sont supposés être désarmés. C'est pour cette raison qu'ils se sont appelés des révolutionnaires. Pourquoi ? Tiens par exemple, toi tu es un jeune à la maison avec ton père et quelqu'un qui ne vaut rien vient donner un récipient à ton père pour aller lui

¹⁰¹ Un notable de Paoua déjà cité, ancien staff du projet de démobilisation des ex-combattants de l'APRD nous confiait ceci: «.... pour ceux avec qui j'ai causé, ils ont dit qu'on leur a proposé de l'argent qu'ils trouvent insuffisant comparativement à la peine qu'ils ont subie [dans la rébellion] » (Paoua, octobre 2016).

¹⁰² Bien que qualifié de tels par certains membres de la communauté et certains bénéficiaires, Chauvin et Seignobos (2013) mentionnent que de tous les groupes armés sévissant à cette époque, l'APRD a été la seule à avoir passé par un tel processus. En effet, en parallèle avec les actions de l'APRD en expansion dans le nord-ouest, la RCA comptait d'autres groupes de rébellions plus « morcelées autour du partage des ressources dans le nord-est ». Aussi opposés au pouvoir de Bozizé et sans réel capacité de le renverser tout comme l'APRD, le gouvernement avait également conclu des accords de paix avec ces groupes armés. Des évènements supplémentaires vont conduire à la fusion de ces derniers au sein d'une nouvelle coalition de groupes rebelles avec comme objectif le renversement du pouvoir de François Bozizé... (*ibid.*)

¹⁰³ Pour Saulet Surungba (2019: 54), la RJ a été fondé en octobre 2013 par le capitaine des FACA, Armel Ningatoloum Sayo à la suite d'une entente entre avec le Balgo-Congolais François Toussaint, aussi connu sous le nom de David Ngoy et de Kolanda Omanyama, afin de contrer les intentions djihadistes des peuls et de la Séléka.

chercher de l'eau pour se laver ! Hé !?, quelqu'un qui ne vaut rien devant toi-même, demande cela à ton propre père ! Ou encore, ton père dort, on lui dit : "debout et donne cette natte au *chef* pour qu'il se repose dessus !" C'est au vu de tout cela que nous nous sommes consultés un à un ; car on ne pouvait rester sans réagir. Donc Bélanga a réagi. Le fondateur de la RJ est donc Bélanga. Mais comme il n'avait pas un niveau d'instruction élevé pour nous représenter, il était donc question que nous choisissons un leader. Et comme Armel Sayo est un militaire de carrière à l'époque de Patassé¹⁰⁴ qui est son père adoptif et que sa maman est une native d'ici, il a donc été contacté par téléphone. C'est ainsi qu'il est arrivé à la tête de la RJ » (Interview d'un cadre de la Révolution et Justice, Paoua, mars 2017).

La trajectoire de la RJ nous apprend que son leader initial Armel Ningatoloum Sayo a été nommé Ministre à la faveur d'un partage de pouvoir durant la transition (2014-2016). Cependant, il a été vite désavoué par une partie de la RJ pour des questions d'intérêts. Ainsi, en raison des disputes sur les ressources et la mauvaise gestion des fonds supposés entretenir les combattants, la RJ a été scindée en deux : une aile dite « Sayo » et une autre aile dite « Bélanga ». Il en résulte que si mettre en place un groupe d'autodéfense peut être bénéfique pour la défense ou la protection communautaire en l'absence de l'Etat, il n'en reste pas moins que, une fois transformé en groupe rebelle, les leaders changent d'objectif et deviennent friands des gains et autres positions politiques que procure la guerre au détriment des ouvriers que sont les jeunes désormais laissés pour compte; d'où la notion d'« entrepreneur » (Lallau, 2015) de la rébellion dont les jeunes en sont les ressources.

Rappelons que l'apparition de la RJ vient confirmer une ancienne tradition de défense communautaire ; celle-ci ayant germé depuis l'époque des razzias esclavagistes, puis la conquête et l'exploitation coloniale, et maintenant l'insécurité ambiante due à l'incapacité de l'Etat à assurer la protection de ses citoyens. Cette ancienne tradition est confortée par une présence toujours affirmée des anciens miliciens et rebelles : c'est le cas de Doumro, ancien *codo* (1982) devenu un leader de l'APRD (2005), Bélanga, un ancien de l'APRD devenu leader de la naissante Révolution et Justice (2013), et Djimwoëï Bibéti, ancien de l'APRD devenu un des chefs RJ (aile Bélanga), puis membre de la CPC (2020). Les expériences de la guérilla se transmettent également par les hommes dans une continuité remarquablement dynamique.

Enfin, comparativement aux groupes armés explorés jusque-là dont les objectifs consistent à riposter face au pouvoir ou à défendre leur communauté d'appartenance, l'une des périodes

¹⁰⁴ Il est en effet, un Commandant et ancien Directeur de sécurité d'Ange Félix Patassé.

sombre de l'histoire de la RCA reste celle de la prise du pouvoir par la Coalition Séléka qui a entraîné la riposte des Anti-Balaka dont nous essayerons d'en comprendre les trajectoires.

III. DE LA COALITION SELEKA AUX GROUPES ANTI-BALAKA, UNE LEGITIMATION DE L'AUTODEFENSE VILLAGEOISE

Parmi la multitude des conflits survenus en Centrafrique, la prise de pouvoir par la *Séléka* qui a entraîné la riposte des *anti-Balaka* en 2013, a davantage médiatisé la Centrafrique en ce début du XXI^e siècle, et achevé de noircir l'image du pays et des jeunes centrafricains décrits comme des acteurs violents et versés dans les atrocités. Comment ces groupes armés ont-ils émergé ? Du point de vue de leur dynamique et de leur fonctionnement, qu'est-ce qui fait leurs spécificités ? Pour répondre à ces questions, nous allons d'abord examiner le cas du groupe *Séléka* avant de nous pencher ensuite sur les *Anti-Balaka*, selon leur ordre d'émergence.

Pour compléter ce tableau, une analyse longitudinale sera faite des dynamiques d'agrégation et de désagrégation des groupes armés en Centrafrique. A cet effet, nous reprendrons le cas des mouvances (ex-) *Séléka* et *Anti-Balaka* que tout semblait opposer depuis 2013, et qui se sont regroupés de manière quasi inouïe au sein de la nouvelle Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) piloté par l'ancien Président François Bozizé fin 2020¹⁰⁵. En toile de fond, nous verrons en quoi ces dynamiques se situent dans le prolongement du passé historique sur fond de mobilisation croissante des jeunes.

III.1- L'autodéfense communautaire par les jeunes, une origine lointaine de la *Séléka*

De façon globale, les débuts de la Coalition *Séléka* peuvent être situés dans les anciennes logiques d'autodéfense villageoise par les jeunes dans le nord-est centrafricain, au moment où les troubles répétitifs ont fait perdre à l'Etat le pouvoir dans les campagnes au profit d'acteurs armés non gouvernementaux.

En effet, c'est en 1984 que Yaya Ramadan, chef de village de Tiringoulou (préfecture de Vakaga au Nord-est) crée un groupe d'autodéfense (GAD) constitué de 250 à 300 hommes. L'objectif initial était de contrôler les mouvements d'éleveurs et limiter ceux des braconniers soudanais qui entraient en confrontation avec les Centrafricains (agriculteurs et éleveurs). Chauvin et Seignobos (2013) précisent que cette démarche de Yaya Ramadan était soutenue

¹⁰⁵ Une alliance que nous qualifierons de "contre-nature", même si dans un passé récent (entre 2017 et 2018), il y a eu une alliance de courte durée entre le MPC - frange ex-séléka du général Alkatim Mahamat dirigée par le général Bahar dans la sous-préfecture de Paoua et ses environs - et le groupe Révolution et Justice tendance Bélanga.

par les anciens Présidents Kolingba et Patassé, puis par la Commission européenne. Cette dernière s'y appuyait pour seconder l'effectif de ses « surveillants-pisteurs » chargés de la lutte anti-braconnage. Plus tard entre 1996 et 2005, ces types de milices vont se multiplier au moment où l'Etat central était aux prises avec les mutineries dans la capitale (1996-1997), suivies des coups d'Etat manqués (2001 et 2002) ou réussi (2003), et les affrontements avec l'APRD (à partir de 2005). Cette lutte pour le contrôle du pouvoir dans la capitale a entraîné une marginalisation sécuritaire de la périphérie (Akandji-Kombé, 2022), favorisant les bandits de tous genres qui « ont pris le pouvoir dans les campagnes centrafricaines » (Chauvin et Seignobos, *idem*).

L'assassinat de Yaya Ramadan devenu maire de Birao en mai 2002 par les Soudanais de l'ethnie Tacha (ou Taïsha)¹⁰⁶ a entraîné un cycle de vengeances entre Centrafricains et Soudanais, avec en toile de fonds, la compétition spatiale autour du braconnage et des zones de pâturage qui va durer jusqu'en 2005, provoquant plusieurs centaines de morts et des incendies de villages. Des groupes d'autodéfense Gula et Runga se créeront pour s'opposer aux Soudanais, mais aussi aux Kara et Yulu accusés de connivence avec les Soudanais. Cela a conduit plus tard à la création d'un groupe armé, l'UFDR en septembre 2006 dont le chef militaire Zacharia Damane imposera l'hégémonie gula, son groupe ethnique d'appartenance, sur le contrôle des ressources diamantifères alors que le Président Bozizé s'appuyait sur lui pour stabiliser la Vakaga à partir de 2007. Les Runga s'affranchiront de l'UFDR pour créer un groupe armé anti-Damane, la Force de l'unification pour la République centrafricaine (FURCA) devenus quelques mois plus tard la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) en octobre 2008 sous l'impulsion des collecteurs de diamants¹⁰⁷. A ces groupes armés s'ajoute, en 2009, une éphémère milice kara dirigée par Ahamat Mustapha, maire de Birao (depuis 2005), et le FDPC d'Abdoulaye Miskine créé en juin 2004, dont les éléments sont connus en 2002 d'être des effectifs supplétifs des FACA dans la lutte de Patassé contre la rébellion de Bozizé (Chauvin et Seignobos, *ibid.* ; voire aussi FIDH, 2013 ; Saulet Surungba, 2019). Cette prolifération rebelle est le résultat d'une situation de quasi-abandon, cette trop faible implication de l'Etat dans le nord-est (Chauvin a Seignobos, *ibid.* ; voir aussi Ceriana Mayneri, 2014).

¹⁰⁶ Yaya Ramadan leur aurait vendu une partie de son territoire communale pour faire paitre leurs troupeaux, mais ne semblait rien faire contre les attaques qu'ils subissaient des gardes forestiers à chacun de leur passage; d'où leur soupçon d'escroquerie ayant abouti à l'assassinat de cette éminente personnalité (*Wikipedia*, "Convention des patriotes pour la justice et la paix", consulté le 11 novembre 2021).

¹⁰⁷ Saulet Surungba (*op. cit.*, p. 49) avance que la CPJP a été créé par Charles Massi pharmacien colonel de l'armée centrafricaine qui s'engage ainsi dans la lutte armée alors qu'il fut le fondateur d'un parti politique, le Forum démocratique pour la modernité (FODEM) en 1997. Noureddine Adam qui aurait combattu dans l'armée tchadienne, a pris la tête de la CPJP à la mort de Charles Massi en janvier 2010.

Comme nous l'avions vu précédemment, le pouvoir croissant de ces forces non étatiques a conduit à une nouvelle flambée de violence dans le nord avec les rebelles l'UFDR qui exigent du gouvernement en place le partage du pouvoir en s'emparant des villes de la préfecture de Vakaga. Plusieurs accords de paix et de cesser le feu vont être signés entre ces groupes armés et le gouvernement, notamment en 2007 et en 2008. Un accord d'harmonisation des précédents accords dit *Accord de paix général* (APG) est conclu le 21 juin 2008 à Libreville ; le tout étant suivi d'un dialogue politique inclusif en décembre 2008 dont l'une des recommandations préconisait des élections législatives et présidentielles en 2010. Toutefois, ces élections n'auront finalement lieu qu'en 2011 (Tamekamta Zozime, 2013), et les résultats seront dénoncés et contestés par l'opposition dite démocratique. Quant aux politico-militaires, ils reprendront les armes contre le pouvoir de Bozizé qu'ils accusent désormais de ne pas respecter les accords signés jusque-là (Saulet Surungba, *idem* : 32). Ainsi, comme le note un rapport de International Crisis Group (2015 :5), l'incapacité de l'Etat centrafricain à agir dans les marges de son territoire, autrement que par la répression aveugle ou parfois par la sous-traitance de sa mission régaliennes de sécurité aux groupes armés, a fait du nord-est du pays (abandonné et absorbé dans l'orbite du Tchad et du Soudan) un incubateur de groupes rebelles. Conscients de leur force, ceux-ci se réuniront pour créer la Séléka en 2012.

III.1.1- La Séléka, une coalition hétéroclite des groupes armés du nord et du nord-est

Séléka, en sängö, la langue nationale et véhiculaire centrafricaine, peut revêtir plusieurs significations : alliance, union, pacte, mariage, et dans une certaine mesure, ‘engagement’, ‘serment’. Mais dans le contexte qui nous concerne ici, nous retiendrons le terme ‘alliance’¹⁰⁸, plus répandue et qui montre assez bien l’histoire de la constitution de cette *Coalition* (un autre terme qui s’ajoute à *Séléka* pour insister presque tautologiquement sur la communauté de leurs objectifs politico-militaires).

Pour Gounoumoundjou Zacharie (2017 : 43) la rébellion séléka est « l'attente [entente] (...) des différents mouvements de rébellion qui se sont formés au Nord de la RCA au fil du temps contre le régime du Général d'armée François Bozizé ». Il s'agit en effet selon l'auteur de la fusion entre l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) de Michel

¹⁰⁸Ceriana Maynéri (2014) parle d'une oscillation entre ‘alliance’ et ‘serment’. Ndéma (2014) préfère seulement le terme de ‘alliance’.

Djotodjia, la Convention des Patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de Nouredine Adam, la Convention patriotique pour le salut du *Kodro*¹⁰⁹ (CPSK) de Mohamed Moussa Dahafane. A ces principaux groupes s'ajoute aussi le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) dirigé par Martin Koumtamadj (aussi connu sous le nom d'Abdoulaye Miskine) (Chauvin et Seignobos, 2013). A ce groupe de coalisés, s'ajoute le Front patriotique révolutionnaire (FPR) de Florian Djader, quelques personnages venus d'autres courants militaro-politiques en perte de vitesse, les rebelles venus de Tchad¹¹⁰ et du Soudan, les jeunes désœuvrés des zones conquises, et tous ceux qui sont partis de Bangui rejoindre la rébellion¹¹¹ (Gomina-Pampali, 2017 : 95).

Ajoutons que la Séléka a aussi bénéficié du soutien financier de nombreux diamantaires dont les bureaux d'achat ont été fermés (Closing Gate) par le régime de Bozizé (ICG, 2013, 2015 ; Saulet Surungba, 2019). Dirigée par Michel Am Nondroko Djotodia (un parfait inconnu du grand public centrafricain), la Séléka est donc une coalition hétéroclite traversée de nombreuses dissensions politiques et militaires à tel point que les membres se livrent parfois la guerre avant de retrouver une cohésion précaire (Bado, dir., *idem* :71). Voilà pour ce qui est de la connaissance de la *Séléka* qui aura eu raison des Forces armées centrafricaines (FACA) sous équipées et désorganisées, et du pouvoir du Général-Président François Bozizé le 24 mars 2013 sous la barbe des forces multinationales de la CEMAC, quelques mois seulement après ses premières offensives de décembre 2012 et ce, malgré un accord de paix signé à Libreville en janvier 2013.

III.1.2- Dynamique et mode de fonctionnement coercitifs de la Séléka, un appel à la riposte anti-Balaka

Avec Michel Djotodia à sa tête, la Séléka dispose d'une aile politique et s'est aussi dotée d'une aile militaire chargée de ses opérations guerrières. Cependant, la stabilité de cette structuration méthodique en apparence est très souvent menacée par la présence en son sein, de plusieurs mercenaires et chefs de guerre d'origine étrangère (tchadiens, soudanais ou nigériens) et des

¹⁰⁹En Sango, le terme *kodro* signifie *pays, terroir ou village*.

¹¹⁰Parmi ces éléments figuraient les *Zakawa* et ex-Libérateurs ayant emmené Bozizé au pourvoir en 2003, mais aussi des rebelles de Baba Ladé. Celui-ci disait disposer de 3 000 hommes sur le sol centrafricain lors de son extradition au Tchad en septembre 2012 par les autorités centrafricaines (Bissakonou, 2015 : 26).

¹¹¹ Il est à noter qu'en août 2012, une tentative de recrutement des jeunes dans les Forces armées centrafricaines (FACA) a été fortement décriée par ces derniers (10 000 candidats pour 700 postes) (cf. chap. IV). Une majorité des déçus de ce recrutement n'ont pas hésité à rejoindre la lutte à l'avancée de la Séléka. D'autres désœuvrés vont ensuite grossir les rangs à la prise du pouvoir par cette coalition en mars 2013. La rébellion séléka n'était donc pas uniquement musulman, même si la quasi-totalité des leaders sont de confession musulmane (Bado, dir., 2015 :71).

bandits (dont les ex-Zaraguinas et ex-Libérateurs) qui ont des logiques particulières (Caraynnis & Lombard, 2015).

En effet, à la prise du pouvoir de la Séléka, certains rebelles (ayant désormais remplacé les FACA) se comportent comme de véritables bandits officialisés en villes, préférant n'obéir qu'à leurs chefs spécifiques qu'à un commandement militaire et politique unique au point que certains observateurs de la vie politique centrafricaine en sont arrivés à la conclusion que la RCA à cette époque (2013) était gouvernée, non par "*Un président*", mais par "*plusieurs petits présidents*". Cela en référence aux logiques autonomes des chefs de guerres et mercenaires ou de certains leaders des groupes militaro-politiques constitutifs de la Séléka. Pour Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos (*op. cit.*) il s'agit d'un fonctionnement rebelle et banditisme qui se mêle au sein de l'appareil d'État. Un contexte quasi similaire à une époque du Tchad décrit par Marielle Debos (2009 ; 2013) où les armes sont un métier qui peut être exercé alternativement ou simultanément dans les forces régulières, les forces rebelles et le banditisme de grand chemin.

Selon le journaliste centrafricain Vianney Bissakonou (2015 : 61), depuis leur accession au pouvoir, il ne se passe pas un jour sans que ces 20 000 "hors la loi" soient des auteurs de meurtre, d'accidents de circulation, de passage à tabac, pillages, vols, viols, séquestrations, au point que « leurs exactions dépassent celles des *Banyamulengue* [réf. combattants MLC] et Libérateurs *Zakawas* réunis ». Tous ces actes étaient d'ailleurs commis sur la population non musulmane en épargnant les populations et symboles musulmans. Certes, ces hommes à la gâchette facile tiraient les coups de feu à la moindre occasion : fête (naissance, compensation matrimoniale, mariage, fêtes religieuses, etc.), rixes, altercation, ou simplement par plaisir... (voir aussi Didier Kassi, 2015). Alors que la population attendait que le nouveau régime putschiste déroule son programme de redressement (sécurité, bonne gouvernance, relèvement rapide), les actions de la Séléka ont été contradictoires aux attentes populaires (Laoubäi, 2017). La désillusion était donc totale. L'Etat devient inexistant, et la violence devient le lot quotidien des Centrafricains.

Les populations étant exaspérées par les comportements des *Séléka* également dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme (FIDH, 2013 ; HRW, 2014), le président putschiste a été contraint de dissoudre ce groupe en septembre 2013. Cette dissolution n'a malheureusement pas eu d'effet dissuasif sur les agissements des désormais ex-Séléka. Ce qui a entraîné la démission de leur numéro1 en janvier 2014 sous les pressions internationales (France, CEEAC, via le Tchad). Après cette démission, les ex-Séléka se sont retirés au nord, au nord-ouest et à l'est, où ils se sont scindés en une multitude de sous-groupes, certains ayant

conservé leurs dénominations initiales et les nouvelles factions s'octroyant de nouveaux patronymes. On compte une dizaine de groupes ex-Séléka (Nathalia Dukhan & Jacinth Planer, 2017) depuis l'Accord de paix et de la réconciliation, dit « Accords de Khartoum » signé en février 2019.

Entretemps, la grogne monte partout en Centrafrique¹¹², et les tensions accumulées depuis la prise de pouvoir de l'Etat par la Séléka explosent en début septembre dans la région de Bossangoa faisant des dizaines de morts. On assiste alors à l'émergence d'une nouvelle force belligérante : les « Anti-Balaka » (Yanis, 2016 :100).

III.2- Anti-Balaka, une riposte ou défense communautaire des jeunes à la machette et aux « forces occultes »

Depuis quelques semaines après la prise du pouvoir par la *Séléka*, il est devenu impossible de parler de cette coalition sans mettre en parallèle un autre groupe quasi contre-pouvoir de la *Séléka*, les *Anti-Balaka*. Que signifie donc cette appellation ?

III.2.1- Le patronyme *Anti-Balaka* comme une actualisation de l'action autodéfensive des jeunes villageois

Anti-Balaka est un nom issue de la fusion de deux vocables français et sängö : *anti-*, préfixe français signifiant *opposé à, contraire à, hostile à* (ou par extension *antidote - qui soigne ou protège*), et *Balaka* (suffixe sängö) qui veut dire *machette, coupe-coupe*. Littéralement, *Anti-Balaka* veut dire « anti-machette » ou « protection contre la machette », et désigne ce groupe dont les membres sont invulnérables à la machette, et par extension, invulnérables aux balles des armes d'assaut.

Plusieurs significations de cette dénomination ont été rapportées dont la plus répandue « anti-balles-AK », autrement dit « invulnérables par balles de fusils Ak47 » (Gomina Pampali, 2017 : 104). Cependant, pour Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos (2013) en référence à Bouquiaux *et al.* (1978), *Anti-Balaka* voudrait dire : *anti-machette*. Les auteurs précisent que cette signification tient davantage de l'histoire de ce groupe qui servait originairement à défendre leurs communautés d'appartenance contre les sabres des *Zaraguina* ; et qui, au vu des

¹¹²Justin Ndéma (2014 :13) nous rappelle que la plupart des Centrafricains disaient fréquemment « *lawa lawa* » qui signifie “*tôt ou tard*”, faisant ainsi allusion à “l'heure de vengeance”.

exactions perpétrées par la Séléka, se sont réactivés pour devenir une milice pro-gouvernementale pro-Bozizé, jusqu'à la résistance anti-Séléka tintée d'extrémisme religieux.

Cela revient donc à dire que le préfixe *Anti-* vient de l'ancienne formulation *anti-Zaraguina* (ce groupe de paysans (et d'archers) qui luttait contre les attaques des *Zaraguina* et autres bandits de grands chemins), et fait référence aux gris-gris qui les rendraient invulnérables aux sabres et aux balles; et *Balaka* fait référence à la fois à l'usage de la machette comme arme de défense, mais aussi à leur invulnérabilité aux machettes et sabres de leurs ennemis. On comprend donc que par sa dénomination même, *Anti-Balaka* a comme origine les anciennes traditions de défense communautaire face à l'insécurité grandissante. Toutefois, il faut reconnaître que ce nom composé est difficilement traduisible en français du fait de son double origine française et sängö, en dépit du fait que la francisation « *anti-balle-AK* » (pure déformation !) semble plus simple et compréhensible au regard de la forte référence aux forces de protection mystiques.

III.2.2-Naissance et constitution du groupe anti-Balaka

Presque inconnu du grand public centrafricain, Anti-Balaka est un patronyme qui s'est popularisée juste quelques semaines après la prise du pouvoir de l'Etat par la coalition Séléka. Saulet Surungba (*op. cit.*, p. 98) situe les débuts de la résistance des Anti-Balaka vers le mois de septembre 2013 dans les préfectures de l'Ouham (région natale du président déchu François Bozizé) et de l'Ouham-Péndé avec les accrochages entre jeunes civiles et rebelles coalisés. Ce groupe est surtout composé de paysans, de jeunes désœuvrés, des victimes d'abus de la Séléka motivés par le désir de venger les sévices subis et de se protéger. A ceux-là il faut ajouter les marabouts qui étaient la plupart du temps avec eux dans la brousse. On retrouve en leur tête des leaders plus ou moins instruits et surtout certains membres des FACA ou de l'ancienne garde présidentielle de Bozizé. Ceux-ci assurent essentiellement la formation militaire des Anti-Balaka dont ils dirigent parfois les opérations guerrières.

Le groupe s'est généralisé sur l'étendue du territoire après l'attaque du 05 décembre 2013 sur la ville de Bangui qui a fait de nombreuses victimes parmi la population civile et les belligérants. D'après l'un des leaders anti-Balaka M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », le véritable initiateur du groupe anti-Balaka est monsieur Dédane, un Gbaya. Ce dernier a été assassiné par un leader d'une autre faction Anti-Balaka, M. Rodrigue Ngaïbona alias « Général Andjilo » à Bangui à la suite d'une lutte de leadership, et pour des questions d'intérêts.

En effet, la réaction défensive et offensive des Anti-Balaka a des précédents dans les appels à la riposte lancés par l'ancien Président François Bozizé en 2012. Celui-ci diabolisait la Coalition Séléka d'être une cohorte de terroristes islamistes¹¹³. La majorité musulmane originaire du nord qui compose cette coalition et la présence des étrangers qui ne parlent ni le français ni le sängö, en rajoute aussi à cette image d'envahisseurs allogènes parmi la population majoritairement chrétienne du sud du pays. Bozizé avait entretemps précisé que la RCA était en passe d'être envahie par des étrangers pour ses richesses et a même fait un parallèle avec la guerre de *Kongo-Wara*¹¹⁴. Dans son discours du 28 décembre 2012, il demandait à la population et aux jeunes d'être les vigiles de leur localité, de sortir avec flèches et machettes pour barrer la route à l'envahisseur. L'effet fut immédiat. Les barrages routiers tenus par des jeunes civils armés se sont multipliés à Bangui pour traquer une infiltration des Séléka. Les musulmans et ceux qui ne parlent pas sängö sont *ipso facto* soupçonnés d'être des collaborateurs du mouvement (Chauvin & Seignobos, 2013 ; Kilembe, 2015). Ainsi, la persécution subie par certains musulmans à cette époque est aussi à la base des actions vengeresses et odieuses de la Séléka contre la population civile non musulmane.

A la différence des *Séléka* souvent enturbannés, portant des tenues militaires avec ou sans rangers, assis pêle-mêle dans les pick-up 4x4, pointant dans tous les sens les canons de leurs armes d'assaut, les *Anti-Balaka*, toujours bardés de gris-gris portés autour du bras ou en bandoulière, se baladent souvent avec des machettes ou autres armes de fabrication artisanale en mains. Dans les premières heures de leur entrée à Bangui, ils marchaient toujours en file indienne. Cela est plutôt rare dans leurs pratiques postérieures, au point de faire dire à beaucoup de Banguigeois que les « vrais *Anti-Balaka* » sont repartis dans leurs villages d'origine et ce sont les voleurs (et pillards) qui sont restés. M. Thierry Lebene alias « 12 puissances » nous le confirme:

Notre objectif étant atteint, les combattants devraient repartir en province et reprendre leurs activités d'autant ; car on n'avait pas de financement pour les prendre en charge. Mais les militaires qui avaient fait le coup-d'Etat du 15 mars 2003 se sont infiltrés dans le groupe. Devenant les nouveaux chefs, ils ont

¹¹³ Pour ce qui est de l'islamisation du pays, Justin Ndéma (2014) a montré qu'après sa prise du pouvoir, Djotodia se défendait péniblement devant Qatar à qui il aurait promis l'islamisation de la Centrafrique via une demande signée par lui, en contrepartie des soutiens financiers. Abdoulaye Miskine du FDPC avait aussi dit s'être mis à l'écart car "convaincu que la Séléka partageait l'extrémisme politico-religieux de la secte Boko Haram". Abdoulaye Miskine mettait aussi au bout de l'index les "fonds obscurs" apportés par Noureddine Adam (Saulet Surungba, *op. cit.* : 109-110).

¹¹⁴ André Laoubaï (2017:70), fait une parallèle entre les arsenaux militaires des *Séléka* face à la résistance *Anti-Balaka* et la guerre du *Kongo-Wara* où les insurgés n'avaient que les sagais et flèches contre les canons des Blancs et assimilés.

commencé à racketter les gens. Alors que nous étions adulés de la population à notre arrivée, les gens ont commencé à nous détester au point que le nom des AB a été terni. Car, ajoute-t-il, à l'époque, il n'y avait pas de prison et tous les braqueurs et bandits libérés étaient dans la nature et ont intégré le groupe (entretien avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », Bangui, nov. 2020).

Ce qui confirme les propos de Thomas Yanis (2016 : 100-101) pour qui sous l'appellation « Anti-balaka » se cache en réalité une nébuleuse de groupes armés que l'on peut schématiquement diviser en trois catégories : « milices d'autodéfense, partisans de Bozizé, pillards ». Bien qu'enraciné dans une lointaine tradition de défense communautaire anti-zaraguina, le groupe tire sa pleine réactivation dans les appels de Bozizé à l'insurrection courant janvier 2013 à l'endroit de la jeunesse, et la mise en place par ses proches Yakété Lévy et Stève Yambété, de deux organisations de défense des jeunes COCORA et COAC¹¹⁵ qui auraient distribués des armes et machettes à la population civile (Saulet Surungba, 2019 : 40).

Cela dit, il reste que les Anti-Balaka s'inscrivent dans les anciennes traditions d'autodéfense ou de culture de résistance chez les populations de l'Ouest [nord-ouest] de la RCA (Crisis Group sept. 2015 : 3-4). La construction et la complexification de l'arène politique centrafricaine semble discontinue et les jeunes en restent le moteur...

II.2.3- Structuration et *modus operandi* des Anti-Balaka

Jusqu'à un certain moment (la bataille de Bangui du 05 décembre 2013), le mode opératoire des *Anti-Balaka* consistait en des attaques systématiques contre les Séléka et assimilés, la persécution de la communauté musulmane (menaces, tortures, assassinats voire démembrements des victimes), et la destruction des symboles de la religion musulmane à l'instar des mosquées (HRW, 2014). Certains ont poussé la violence à l'extrême au point de "manger" parfois en signe de vengeance la chair de leurs victimes¹¹⁶. A ce sujet, l'un de nos informateurs, originaire de l'est du pays nous confie ce qui suit : « lorsqu'on vous dit que certains Anti-Balaka mangent la chair de leurs victimes, c'est parfois vrai. Ils le font pour s'approprier leur pouvoir. Mais moi, je n'ai utilisé que l'huile [provenant des restes humains]

¹¹⁵ L'auteur précise (p. 62) que c'est la Coordination citoyenne contre les rébellions armées (COCORA) qui est devenue le 06 janvier 2013, le Comité d'organisation des actions citoyennes (COAC) placé sous la coordination de Moke stève Yambété. COAC était en effet "un rassemblement des différents groupes d'autodéfense de tous les arrondissements de la capitale centrafricaine, et qui avait pour mission de barrer la route à des infiltrations de rebelles de la coalition Séléka" (*Journal de Bangui*, parution du 08/01/2013, cité par Saulet Surungba, *idem*).

¹¹⁶ C'est le cas de la mise en scène faite par un jeune ('Mad dog') devant les caméras du monde, en "mangeant" une portion de chair d'un musulman assassiné et dont le corps était brûlé, en signe de vengeance de sa famille décimée par la Séléka, geste que Ceriana Meyneri (2014) qualifie d'une volonté d'anéantissement de ses ennemis et de la neutralisation de leur pouvoir.

pour faire mes gris-gris de protection » (Entretien avec Tyam¹¹⁷ ex-Anti-Balaka auto-démobilisé, Bangui, fév. 2018).

Comparativement aux Séléka, les Anti-Balaka sont les moins structurés. Ils sont organisés dans plusieurs sous-groupes dirigés par des Commandants de zone (dits *com-zones*). Ils sont dispersés sur le territoire national et occupent souvent les périphéries des villes sous contrôle séleka comme à Kaga-Bandoro dans le centre nord, et à Kouango dans le centre sud du pays. Mais dans certaines villes comme à Bossangoa, ils sont omniprésents au point d'y avoir chassé tous les membres de la communauté musulmane assimilée et/ou taxée de connivence avec les Séléka. A Bangui, les Anti-Balaka sont dominant à la périphérie (communes de Bimbo et Bégoua) et dans les quartiers nord de la ville (Combattant, Miskine, Boy-Rabe, Fouh, Gobongo¹¹⁸). On les retrouve aussi dans l'ouest, le nord-ouest, l'est, le sud, le sud-est et le centre du pays. Groupe composite, il arrive que dans certains villages, tous les habitants se fassent appelés *Anti-Balaka*, non par effet de mode, mais pour impliquer tout le monde dans la bataille¹¹⁹. Il existe même des témoignages sur les villages où tous les habitants doivent impérativement subir un "blindage" pour devenir *Anti-Balaka* ; celui qui essaie de se soustraire à cette dynamique court le risque de devenir l'ennemi de tout le village.

Dans certains quartiers de Bangui où vivent encore des cellules dormantes, certains sont vus comme des groupes de bandits qui rackettent la population et mènent des attaques et enlèvements contre les membres de la communauté musulmane. Dans certaines villes de province, ils tiennent des barrages qui les font vivre et entretiennent les cycles d'attaques-représailles contre les ex-Séléka ou contre les peuls armés dont ils volent les bœufs. Faiblement armés, leurs offensives contre les (ex-) Séléka sont souvent suivies de violentes représailles de ces derniers sur les populations civiles non musulmanes assimilées.

A un moment donné, les Anti-Balaka se distinguaient selon leur origine géographique et ethnique avec des commandements spécifiques. Certes, des tentatives de représentations au niveau national ont été faites par certaines grandes figures du *Kwa na kwa*, le parti de François Bozizé. Ainsi, les Anti-Balaka ont été tiraillés entre une faction dirigée par Patrice Edouard Ngaïssona et une autre faction commandée par Sébastien Wénézoui. Une médiation conduite

¹¹⁷ Le prénom a été changé.

¹¹⁸ Les quartiers Miskine (5^e arrondissement), Boy-Rabé, Fouh et Gobongo (4^e arrondissement) sont aussi surnommés « quartiers rouges » pour avoir été les premiers à soutenir les mouvements de contestations étudiantes contre le régime de l'ex- Empereur Jean Bédel Bokassa en 1979 (Papoto, 2017:5).

¹¹⁹ D'où la “communautarisation du conflit” (Crisis Group N°230, 21 septembre 2015).

par les ONG Paréto et Mou-Da a permis aux deux branches de constituer une unité unifiée : Patrice Edouard Ngaïssona est nommé Coordinateur national et Sébastien Wénézoui Coordinateur adjoint (Yanis, *op. cit.* : 118-119).

En revanche, il existe d'autres groupes qui ne se reconnaissent pas dans cette structuration. Nous avons à titre d'exemple le groupe d'auto-défense ayant vu le jour dans la région de Mbomou (sud-est) qui refuse cette appellation *Anti-Balaka*, bien qu'ils sont engagés dans la même lutte anti-Séléka. D'autres ont carrément refusé la tentative de récupération politique par certaines personnalités du pays qui, dans certains cas, privilégient l'ethnie gbaya (IPIS & DIIS, 2018). Toutefois, en vue d'asseoir une structure unique afin de mener les discussions de paix, il a été utile de disposer des leaders acceptés par une majorité des *Anti-Balaka*. C'est ce qui a présidé à la représentativité des *Anti-Balaka* par Ngaïssona et Wénézoui. Après l'arrestation et le transfèrement de Ngaïssona à la Cour pénale internationale (CPI), puis de Alfred Yékatom (alias Rambo, un leader *anti-Balaka* du sud-est devenu député), le groupe est représenté par deux ailles lors de l'Accord de paix dit "de Khartoum": une "aile Mokom" représentée par Maxime Mokom¹²⁰, et une seconde branche dite "aile Ngaïssona" représentée par Dieudonné Ndomaté (APPR-RCA, 2019)

Contrairement aux propos médiatisés qui les considèrent comme une milice chrétienne, les *Anti-Balaka* qui affichent fièrement leurs gris-gris de protection ne se réfèrent jamais à une pratique ou une idéologie confessionnelle quelconque, bien qu'ils prennent difficilement pour cible les populations non musulmanes (mis à part les rackets et autres règlements de compte). C'est pourquoi nous dirons qu'il s'agit plutôt d'un groupe animiste pro-chrétien. Pour M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », cette question de la religion est une instrumentalisation :

C'est une instrumentalisation ! (...) ce ne sont pas tous les musulmans qui sont des rebelles. Il n'y a que ceux qui ont des armes et qui attaquent qui doivent être attaqués (...). Tu vois, ça n'a jamais été un affrontement entre chrétiens et musulmans. J'ai protégé presque 80 musulmans vers Bogangolo : femmes, enfants, vieillards après que les Séléka aient été chassés de la ville [par les *Anti-Balaka*] et que ces personnes se soient réfugiées dans la brousse sans défense (...) Cette qualification de la crise nous a été imposée. Maintenant, tout le monde a compris. C'est une affaire entre Bozizé et les Français à cause des richesses minières : pétrole, or, diamant, etc. (entretien avec M. Tierry Lebene alias « 12 puissances », Bangui, nov. 2020).

¹²⁰ Transféré lui aussi en mars 2022 à la CPI par le Gouvernement tchadien qui l'a arrêté quelques jours plus tôt.

En somme, la prédominance des membres de l'une ou l'autre religion dans les groupes (anti-Balaka ou Séléka) a conduit à leur transférer un profile chrétien¹²¹ ou musulman, alors qu'il s'agit d'une crise foncièrement socio-politico-militaire. Bien que moins organisés et moins équipés, les Anti-Balaka avaient tous en commun la lutte anti-Séléka, c'est-à-dire, une riposte à l'oppression externe avec une forte confiance aux forces occultes héritées du passé.

III.3- L'identitaire séléka et le conjoncturel anti-Balaka

En dépit du fait que la Coalition (ex-) Séléka et les Anti-Balaka soient une conséquence de l'abandon d'un Etat providence ayant conduit les communautés à organiser leurs défenses, une distinction peut malgré tout, être effectué entre ces deux groupes. Celle-ci peut être basée sur l'identité (groupes (ex-) séléka) d'une part et les conjonctures (groupes anti-Balaka) d'autre part.

En effet, alors que le regroupement des (ex-) Séléka semble cristallisé autour de l'identité musulmane, nous pensons qu'elle ne l'est que partiellement du fait des dissensions en leur sein. Toutefois, cette référence à la communauté musulmane continuera de les (re) mobiliser autour d'un idéal qui consiste à lutter pour le bien de cette communauté à travers une plus grande représentativité et distribution des richesses nationales. L'identité pourrait devenir dans ce cas, le dénominateur commun des différents groupes ex-Séléka, en dépit des dissensions et intérêts de certains chefs de guerre qui soufflent régulièrement sur la braise afin de "pécher en eaux troubles". Certains leaders de ce groupe sont d'ailleurs des étrangers, alors que d'autres sont des mercenaires qui vendent leurs services aux plus offrants, d'où les surenchères.

Notons que les (ex-) Séléka pourrait revêtir en outre, au moins quatre attributs : groupes armés non étatiques (ce sont tous des rebelles), groupes politico-militaires (ils ont tous une dénomination et des revendications politiques), groupes à attachement territorial (la référence à la région du nord et du nord-est) et identitaire (la communauté/"minorité" musulmane). La durabilité relative de cette coalition peut aussi être liée à la durabilité des luttes antérieures des groupes qui la composent dans une zone du nord souvent hors du contrôle de l'Etat. Mais au-delà, le cas des ex-Séléka pourrait s'apparenter à ce que Weinstein (2007) a qualifié de

¹²¹ Saulet Surungba (*op. cit.*, p. 45) rapporte comme suit un extrait des propos du Cardinal Dieudonné Nzapalaïnga, propos qui, dans la foulée des affrontements ne pouvait qu'en rajouté à la perception d'un affrontement chrétiens/musulmans: "En mars 2013, les rebelles de la Séléka, majoritairement musulmans, ont renversé le gouvernement corrompu du président François Bozizé. En réponse aux pillages et aux assassinats, il s'est alors formé le non moins violent mouvement des Antibalaka, surtout composé de chrétiens".

« economic endowments » du fait des dérives meurtrières observées chez ce groupe fortement motivé par l'accaparement des richesses.

Revenons au groupe *anti-Balaka* que nous avons décrit comme un pouvoir anti-Séléka. Ce groupe armé dispose d'une certaine organisation diffuse certes, avec un adversaire (les (ex-) Séléka) et une revendication (cessation des crimes contre les communautés non musulmanes et rapatriement des mercenaires étrangers). Cependant, il est à noter qu'à la différence des Séléka qui disposent d'une relative cohésion interne basée sur l'identité musulmane, les Anti-Balaka, n'ont pas cette force interne du fait de la diversité identitaire de ses membres, bien que partageant des buts communs comme la protection de leurs communautés d'appartenance et l'opposition aux (ex-) Séléka. De ce fait, les Anti-Balaka restent caractérisés par une émergence spontanée, pour parer l'urgence et sont plus sujets à un effacement une fois l'accalmie retrouvée. Ce qui confirme le caractère "organique" (Conciliation Ressources, 2020) ou "réactionnaire" de cette rébellion face à une situation de détresse ; ce que Weinstein (*idem*) a appelé « Social endowments » du fait de sa mobilisation basée sur une nécessité sociale. Beaucoup de jeunes anti-Balaka que nous avons rencontrés à Bangui nous ont dit qu'ils sont sortis du groupe parce que « tout était fini » ; ce qui n'exclut pas qu'ils continuent d'entretenir les liens avec le réseau rebelle dormant (*cf. infra* Chap. VII).

Néanmoins, ces deux groupes ont en commun d'être clairement influencés par des passés historiques parfois douloureux, mais tirent tous leurs forces de la majorité jeune. La Séléka revendique une citoyenneté souvent contestée aux musulmans depuis les indépendances, et les anti-Balaka taxent les (ex-) séléka d'envahisseurs étrangers assimilés aux esclavagistes arabo-musulmans.

IV. DE LA DIVERSITE DES GROUPES ARMES AUX ALLIANCES CHANGEANTES ET "CONTRE NATURES" : CAS DE LA CPC

Une des caractéristiques particulières des groupes armés en Centrafrique est leur diversité et maléabilité, du fait de leur capacité à se fédérer facilement ou à se disloquer à nouveau, renouvelant le cycle conflictuel selon les intérêts du moment. C'est l'exemple des différents groupes ex-Séléka et Anti-Balaka que tout opposait, qui se livraient batailles à la moindre occasion et qui, contre toute attente, se sont fusionnés de manière quasi-surprenante depuis la fin de l'année 2020 dans la nouvelle « Coalition des Patriotes pour le Changement » (CPC). Patronnée par le putschiste multirécidiviste et ancien chef d'Etat le général François Bozizé, la

CPC regroupe en son sein les principales branches ex-Séléka (MPC, UPC, 3R, FPRC) et Anti-Balaka (ailes Mokom et Ngaïssona) (Conseil de sécurité des Nations Unies, juin 2021). Cette nouvelle coalition, dans une déclaration dite « de Kambakota¹²² » (15 décembre 2020), dit prendre ses responsabilités pour renverser le régime taxé d'autoritaire du Président Faustin Archange Touadéra alors que le pays se préparait à aller à de nouvelles élections. L'histoire bégaye encore : l'entrée en rébellion de François Bozizé qui vivait entretemps à Bangui et bénéficiait de tous les honneurs dus au rang d'un ancien chef d'Etat depuis son retour incognito d'exil, a fait suite au rejet de sa candidature aux élections présidentielles par la Cour constitutionnelle exactement comme ce fut le cas pour Patassé qui a servi à justifier l'APRD (cf. *supra*). Une fois de plus, ces groupes armés coalisés au sein de la CPC ont unilatéralement renié les Accords dit « de Khartoum » (qu'ils ont pourtant unanimement signés) et se sont lancés dans une reconquête du pouvoir avec une tentative manqué de coup d'Etat en décembre 2020.

Ce qui revient à dire qu'on est en face des groupes armés opportunistes, fondés pour la recherche des intérêts, qui modifient à souhait leurs décisions au détriment de l'intérêt général. Les nombreux jeunes désœuvrés, véritables ressources, ne restent que des moyens pour réaliser les ambitions de ces entrepreneurs politico-militaires. Qui aurait cru un Bozizé nouer une alliance avec la Séleka qu'il taxait de "terroristes et d'étrangers envahisseurs", et qui l'a chassé du pouvoir ? Qui aurait cru certains Anti-Balaka vengeurs des atrocités subies, s'unir avec leurs bourreaux d'hier, les (ex-) Séleka ? Qui aurait cru un Idriss déby Itno, Président du Tchad offrir l'hospitalité à un Bozizé qui l'accusait de l'avoir renversé via la Séleka en mars 2013 ? L'arène politique centrafricaine présente des caractéristiques particulièrement fluctuantes, surprenantes voire troublantes ; et la violence semble la caractériser durablement.

V. DYNAMIQUE DES GROUPES ARMÉS EN CENTRAFRIQUE : CONTINUITÉ OU RUPTURE AVEC LE PASSE ?

Au travers de ce chapitre, nous avons montré que les rébellions ont souvent pour origine les coups d'Etat (manqué ou réussis), mais aussi le manque de contrôle de l'Etat sur certaines régions du pays et une jeunesse délaissée, situation qui emmène les communautés à organiser elles-mêmes leur défense. Si ces structures de défense locale peuvent jouer des rôles positifs (lutte contre les *Zaraguinas* et autres bandits de grands chemins), elles peuvent cependant

¹²² Un village de la préfecture de l'Ouham (région natale de François Bozizé) où cette déclaration a été signée.

devenir des instruments d'instabilité à la longue comme le démontre l'exemple des groupes d'autodéfense à l'origine de la Séлага. Si elles relèvent souvent de l'initiative communautaire, elles peuvent aussi être l'œuvre d'« entrepreneurs » de la prédateur, des politico-militaires, ou être récupérés par ceux-ci.

Par ailleurs, il est important de noter l'omniprésence des milices qui, recrutées parmi les jeunes civils, « ont toujours servi aux présidents à contrebalancer le pouvoir d'une armée perçue comme un vivier de putschistes. Issues des quartiers ou des villages fidèles au leader de leur ethnie, elles complètent la garde présidentielle dans la sécurité rapprochée du président, la lutte contre les insurrections et les insécurités. Depuis les années 2000, les milices sont activées par les présidents déchus pour former des noyaux rebelles. » Ainsi, « Sous Bokassa, « les Abeilles », la milice d'État du président-empereur, dominaient les Forces armées centrafricaines (FACA). Sous Kolingba, « les Abeilles » sont remplacées par les Eléments blindés autonomes (EBA), entièrement yakoma. Après son élection en 1993, Patassé reverse les effectifs des EBA dans l'armée régulière. Il les envoie lutter contre les « coupeurs de routes » en province, loin du palais présidentiel. Durant les mutineries dans l'armée, Patassé crée les milices *karako*, *balawa*, *sarawi*, dans les quartiers Boy-Rabe, Combattant et Sara de Bangui (1 500 jeunes hommes) (Chauvin, 2009). Cette crainte à l'endroit de l'armée nationale n'est-elle pas justifiée vu que parmi les huit chefs d'Etat que la RCA a connu, trois sont des anciens chefs d'Etat major de l'armée (Bokassa, Kolingba, Bozizé) arrivés au pouvoir par la force ? Depuis fin 2020, les défections des éléments FACA qui ont rejoint Bozizé dans la CPC pour la reconquête du pouvoir tendent à confirmer (même partiellement) cette appréhension de l'armée centrafricaine par les chefs d'Etat. Récemment, on a même parlé des milices « requins » « force pro-régime qui appuie les troupes officielles dans leurs tâches », et qui seraient à la solde du Président Touadéra (Jeune Afrique, 12 janvier 2021). Les années passent, et l'histoire se répète...

Ainsi, on voit se dessiner une certaine continuation dans les faits: les nombreux proches du président Kolingba (1981-1993) dans l'armée n'ont pas accepté de perdre le pouvoir face à Patassé d'où les nombreuses mutineries ; les proches de Patassé (1993-2003) renversé du pouvoir par Bozizé ont formé l'APRD ; les proches de Bozizé (2003-2013) ont soutenu les Anti-Balaka ; et enfin, les proches de Djotodjia (2013-2014) se sont retirés dans le nord et continuent la luttent armée. On assiste donc à un cycle qui va du pouvoir à la rébellion et de la rébellion au pouvoir sur fond de mobilisation toujours croissante des jeunes.

Les acteurs de cette arène politiques sont donc multiples et variés. Toutefois, tous ont en commun de recourir à la force de la jeunesse au niveau local tout comme le font les différents présidents centrafricains par la création des milices pour parer d'éventuels coup d'Etat émanant du milieu armé ou non. Il est presque devenu un réflexe de se prémunir face à l'ombre menaçante de futurs défis sécuritaires aussi bien au sommet de l'Etat qu'au sein des communautés, sans rupture réelle avec le passé.

Conclusion du chapitre

Nous voici au terme de ce parcours qui nous a parmi d'explorer les facteurs d'apparition, de prolifération, de reproduction et de perdurance des milices armées et/ou groupes rebelles dans l'arène politique en Centrafrique. Comme nous l'avions dit jusque-là, l'absence de l'autorité de l'Etat (facteur déclencheur) pour ne pas dire l'inexistence de l'Etat amplifie l'insécurité sur un territoire incontrôlé, et conduit aux coups d'Etat à répétition. Cela nourrit un cycle de persécutions, ripostes, représailles, et vengeances. C'est le cas de l'apparition des Codo-Mbakara et plus tard de l'APRD, et plus proche de nous, des Anti-Balaka face aux dérives criminelles de la Séléka elle-même née de la disparition de l'Etat dans le nord-est. Ce qui accentue l'autodéfense communautaire dans une continuité avec le passé. Cela est encore vrai lorsque des forces exogènes pèsent sur ces facteurs internes et amplifient les divisions fondées sur les gains financiers et matériels, l'ethnicité, l'appartenance confessionnelle, ou occasionnent des regroupements intéressés en l'absence de tout agenda politique claire comme nous l'avions vu avec la surprenante fusion des Anti-Balaka et ex-Séléka au sein de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC).

En analysant les dynamiques de ces milices et groupes armés, ce chapitre nous suggère de ne pas traiter ces derniers comme « des organisations statiques devant être démantelées » comme cela guide encore les logiques d'action des acteurs de résolution des crises en Centrafrique et ailleurs. Le kit diplomatique¹²³ cherchant à stopper le phénomène en faisant abstraction de sa compréhension après que l'accalmie soit retrouvée (Mba Talla, 2012: 49-50). Comme nous venons de le voir, l'histoire centrafricaine démontre que la fin des hostilités ne signifie pas *is po facto* la fin des violences armées ni la disparition des milices et groupes armés (cas de la mutation de l'APRD en RJ). Les groupes armés en Centrafrique ont un caractère mouvant qui

¹²³ Une médiation internationale suivie d'un cessez-le-feu, un accord de partage du pouvoir, une transition puis enfin une élection, de préférence présidentielle (Laurent d'Ersu, 2008, cité par Mba Talla, *idem*.).

va des agrégations à des désagrégations et inversement, en fonction des ambiances et orientations ethniques et/ou régionales, confessionnelles, politiques, financières, etc. La persistance de ces rébellions est aussi le résultat d'une politique de prime à la violence qui encourage les entrepreneurs d'insécurité. Car la création d'un groupe armé a souvent assuré à leurs dirigeants une place sur l'échiquier politique dans une RCA rompu aux coups d'Etat (ICG, 2015).

On en retient que la persécution ou l'absence de l'autorité de l'Etat (facteurs déclencheurs) donne lieu à la prolifération des acteurs non étatiques dont les incursions violentes sur les populations civiles réactivent les initiatives ou reflexes de défense communautaire (facteurs amplificateurs) qui, peu à peu, se muent en de véritables pouvoirs contre l'Etat ou débouchent sur la violence vindicative. En se référant aux époques précoloniale, coloniale et l'exploration qui vient d'être faite des acteurs de violence de la période postcoloniale, on note une certaine continuité dans cette propension à la défense communautaire contre l'envahisseur qui repose sur la jeunesse, devenue aujourd'hui une main d'œuvre bon marché. Difficile alors de parler de rupture dans les affrontements violents sur le sol centrafricain, puisque dans les cas étudiés, les groupes ont eu comme racines des regroupements sur des bases communautaires en l'absence de l'Etat-providence. Le chasseur d'esclave contre qui se défendaient les communautés est devenu aujourd'hui le Zaraguina, le rebelle, les milices progouvernementales, et parfois même les forces régulières dont l'action est parfois perçues par les communautés (abandonnées/déconnectées de l'Etat central) comme une intrusion extérieure. La naissance, la prolifération et la perdurance des groupes armés en Centrafrique sont ainsi un résultat du manque de confiance dans les forces armées centrafricaines (Etat failli, institution non républicaine), la négligence de la périphérie par l'Etat central (mal gouvernance) et une poursuite des anciennes traditions d'autodéfense communautaire (facteur historique) ou une combinaison de ces facteurs sur fond de mobilisation des jeunes. Un Etat absent ou inexistant, une longue histoire violente et une jeunesse nombreuse délaissés et manipulées sont ici les maîtres mots/maux qui font l'arène politique en Centrafrique.

L'actualité prouve encore que les politico-militaires, mercenaires, chefs de guerres et autres hommes politiques, pour des intérêts égoïstes ou pour assouvir leurs soifs de pouvoir, ne se privent pas d'employer, dans ce désordre, les nombreux jeunes laissés à eux-mêmes dans cette arène contraignante. L'abondance des ressources naturelles, l'immixtion des acteurs externes, les politiques inadéquates de résolution de crise, créent les conditions de perdurance de ces

groupes armés qui ont tendance à se renouveler sur fond de fusion et d'éclatements. Les parcours des jeunes que nous allons examiner dans le chapitre suivant tendent à confirmer cette constatation...